

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

**Au Sud-Soudan :** Edmund Yakani  
Coordinateur des programmes  
Community Empowerment for Progress Organization  
Tel: +249-126-596-709  
E-mail : [gracelandyei@yahoo.com](mailto:gracelandyei@yahoo.com)

**Au Bénin :** Francis Dako  
Coordonnateur régional pour l'Afrique  
Coalition pour la CPI  
Tel: +229-21-32-28-06  
E-mail : [dako@coalitionfortheicc.org](mailto:dako@coalitionfortheicc.org)

**À New York :** Steve Lamony  
Officier de liaison pour l'Afrique/Conseiller sur les pays en situation  
Coalition pour la CPI  
Tel: (+1) 646-465-8514  
E-mail : [lamony@coalitionfortheicc.org](mailto:lamony@coalitionfortheicc.org)

**À New York :** Brigitte Suhr  
Directrice des programmes régionaux  
Coalition pour la CPI  
Tel: (+1) 646-465-8540  
Email : [suhr@coalitionfortheicc.org](mailto:suhr@coalitionfortheicc.org)

**À La Haye :** Oriane Maillet  
Directrice de communication  
Coalition pour la CPI  
Tel : (+31) 70 311 10 82  
[maillet@coalitionfortheicc.org](mailto:maillet@coalitionfortheicc.org)

**POUR DISTRIBUTION IMMÉDIATE**

Le 5 décembre 2011

**La Coalition mondiale appelle la République du Sud-Soudan à rejoindre la  
Cour pénale internationale**

*La société civile déclare que les priorités du nouveau gouvernement devraient  
inclure l'adhésion au Statut de Rome*

**New York, États-Unis** – La Coalition pour la Cour pénale internationale appelle aujourd'hui la République du Sud-Soudan (RSS) à faire de son adhésion au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) - première et unique cour permanente internationale en mesure de juger les crimes contre l'humanité et le génocide - une priorité. En adhérant au Statut de Rome, le gouvernement de la RSS démontrerait son engagement dans la lutte mondiale contre l'impunité et la promotion de l'État de droit.

Dans une lettre datée du 5 décembre 2011 au président de la RSS, S.E. Gen. Salva Kiir Mayardit, la Coalition – un réseau mondial de plus de 2.500 organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile présentes dans 150 pays oeuvrant pour une CPI, juste, efficace et indépendante et un accès amélioré à la justice des victimes de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité - a exhorté le gouvernement de la RSS à procéder au processus d'adhésion au Statut de Rome.

À ce jour, 120 États du monde entier ont rejoint le Statut de Rome, le Cap-Vert, la Moldavie, les Philippines et Vanuatu étant les plus récents. Dans le cadre de sa Campagne de ratification universelle de décembre 2011 – une campagne d'action ciblée de la société civile qui se concentre sur des initiatives de plaidoyer nationales et mondiales exhortant chaque mois un ou plusieurs États en particulier à rejoindre le système du Statut de Rome – Steve Lamony, officier de liaison pour l'Afrique/Conseiller sur les pays en situation, a entrepris une mission de plaidoyer à Juba au Sud-Soudan.

« Depuis son indépendance le 9 juillet 2011, la République du Sud-Soudan a montré et exprimé son engagement à adhérer à l'État de droit et à protéger les droits de l'homme grâce à la ratification de certains instruments des droits de l'homme y compris la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », a déclaré Steve Lamony, officier de liaison pour l'Afrique et conseiller sur les pays en situation de la CCPI. « Les responsables devraient maintenant faire de l'adhésion au Statut de Rome une priorité et la communauté internationale est prête à les aider. »

En accord avec les engagements du gouvernement, et sachant que le Statut de Rome est un outil important de promotion de la justice et des droits de l'homme, la Coalition exhorte le président Salva Kiir à garantir un commencement rapide au processus d'adhésion du Sud-Soudan.

« Rejoindre le système du Statut de Rome permettrait à la RSS d'incorporer et d'intégrer dans son développement les principes de l'état de droit », a déclaré Edmund Yakani, coordinateur des programmes de Community Empowerment for Progress Organisation (CEPO). « Cela permettrait au pays de faire progresser ses efforts dans l'établissement et l'institutionnalisation de la responsabilité. »

En tant qu'État partie, la RSS serait en mesure de participer activement à l'Assemblée annuelle des États parties (AEP) de la CPI, assemblée durant laquelle d'importantes décisions concernant l'administration de la Cour sont prises en rapport avec l'administration de la Cour, y compris l'élection des juges, du procureur et d'autres responsables de la Cour.

**Contexte :** La CPI est la première cour internationale permanente chargée de poursuivre les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Au coeur du mandat de la Cour est le principe de complémentarité, qui soutient que la Cour n'interviendra que si les systèmes juridiques nationaux sont incapables ou n'ont pas la volonté d'enquêter et de poursuivre les auteurs de génocide, crimes

contre l'humanité et crimes de guerre. Il existe actuellement 7 enquêtes en cours devant la Cour : la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Darfour (Soudan), l'Ouganda, le Kenya, la Libye et la Côte d'Ivoire. La CPI a publiquement émis 19 mandats d'arrêt et 9 citations à comparaître. Trois procès sont en cours. Le Bureau du Procureur a déclaré examiner au moins huit situations sur 4 continents, y compris en Afghanistan, en Colombie, en Géorgie, en Guinée, au Honduras, en République de Corée, au Nigeria, et en Palestine.

La Coalition pour la Cour pénale internationale est un réseau d'organisations de la société civile présentes dans 150 pays travaillant en partenariat pour renforcer la coopération internationale avec la CPI; s'assurer que la CPI est juste, efficace et indépendante; rendre la justice à la fois visible et universelle, et promouvoir le renforcement des lois nationales qui permettent de rendre justice aux victimes de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

Pour plus d'informations, visitez : [www.coalitionfortheicc.org](http://www.coalitionfortheicc.org).

###